

Les 10 événements qui ont marqué l'actualité économique et politique africaine en 2024



(Agence Ecofin) - Du 1^{er} janvier au 31 décembre, l'Afrique a connu son lot de nouveautés et de surprises. Dans le domaine politico-économique, l'année a été l'une des plus bouleversantes précisément en Afrique de l'Ouest. Du lancement de la raffinerie de Dangote au Nigeria à la victoire de John Dramani Mahama au Ghana en passant par la sortie de l'AES de la CEDEAO, l'équipe Politiques publiques de l'Agence Ecofin vous propose une rétrospective des événements les plus marquants du continent en 2024.

1- L'Ethiopie et l'Egypte rejoignent officiellement les BRICS qui deviennent les BRICS+

Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont décidé d'inviter six nouveaux pays à rejoindre leur bloc, dont l'Ethiopie et l'Egypte à partir du 1^{er} janvier 2024. Alliage hétéroclite de pays géographiquement éloignés et dotés d'économies à croissance inégale, les BRICS ont en commun la revendication d'un équilibre mondial plus inclusif et d'une meilleure représentativité des pays émergents dans les organes de gouvernance internationale. Les BRICS+, qui comptent désormais neuf pays, représentent près de la moitié de la population de la planète (3,6 milliards de personnes) et près de 26% du PIB mondial.

2- La raffinerie de Dangote entre officiellement en service

Après son inauguration en mai 2023, la raffinerie Dangote est entrée en phase de test en décembre 2023. Lancée officiellement le samedi 13 janvier 2024 au Nigeria, la méga-infrastructure pétrolière, d'une capacité de 650 000 b/j, produit désormais du diesel, du carburant d'aviation et de l'essence. Près d'un an après son démarrage, elle exporte de l'essence vers le [Cameroun](#), principal client africain de sa production d'essence. Cependant, elle doit faire face à d'importants défis d'approvisionnement qui minent ses ambitions d'autonomisation du secteur pétrolier nigérian.

3- Sortie du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la CEDEAO

Le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont annoncé leur [retrait](#) immédiat de la CEDEAO, le dimanche 28 janvier 2024, dénonçant une « *dérive* » de la communauté qui serait sous influence étrangère,

devenant ainsi « *une menace pour ses Etats membres et ses populations dont elle est censée assurer le bonheur* ». Avant cette décision, ces pays avaient formé l'Alliance des Etats du Sahel (AES) pour renforcer leur coopération face aux sanctions internationales, adoptant [18](#) recommandations le samedi 25 novembre 2023. Malgré les appels à une solution négociée de la CEDEAO et les médiations du Sénégal et du Togo, les trois Etats ont rejeté, le dimanche 22 décembre, le moratoire de six mois proposé par la CEDEAO pour envisager leur réintégration.

4- Election de Diomaye Faye à la présidence du Sénégal

Le Sénégal a entamé une nouvelle ère démocratique avec l'élection de Bassirou Diomaye Faye (photo) comme président de la République. Plus jeune chef d'Etat de l'histoire du pays, M. Faye, désigné candidat du Pastef-les Patriotes après l'invalidation de la candidature d'Ousmane Sonko, a hérité d'une économie dynamique mais confrontée à des défis importants, nécessitant des réformes structurelles et une gestion macroéconomique rigoureuse pour maintenir la stabilité de la croissance et la viabilité de la dette. Le chef d'Etat a mis un accent particulier sur la transparence et la bonne gouvernance des finances publiques, en lançant un audit des finances publiques (2012-2024) en collaboration avec le FMI. Il a également promis des réformes de la justice et des institutions, lors de son discours d'investiture. En octobre 2024, son administration a présenté un plan quinquennal aligné sur l'agenda « Sénégal 2050 », axé sur la compétitivité économique, l'équité sociale, le développement durable et la bonne gouvernance.

5 - Changement de régime au Togo

Au Togo, le Parlement a adopté une nouvelle Constitution le lundi 25 mars 2024, promulguée par le chef de l'Etat, marquant ainsi le passage du pays d'un régime semi-présidentiel à un régime parlementaire. Cette réforme a été approuvée par une majorité de 89 voix pour, une voix contre et une abstention. Le président de la République sera désormais élu pour un mandat unique de six ans par le Parlement (Assemblée nationale et Sénat), et occupera un poste honorifique. Le véritable pouvoir exécutif sera dévolu au président du Conseil des ministres qui sera le chef du parti ou de la coalition majoritaire aux législatives.

6- Condamnation de l'ex-dirigeant guinéen Moussa Dadis Camara

En Guinée, c'est une page sanglante de l'histoire moderne qui s'est refermée le mercredi 31 juillet 2024. Ce jour-là l'ancien dirigeant Moussa Dadis Camara est condamné à [20 ans](#) de prison pour crimes contre l'humanité en lien avec le massacre du 28 septembre 2009 au stade de Conakry. Rappelons que des membres de la junte militaire en Guinée avaient brutalement réprimé une réunion de l'opposition dans un stade, causant la mort de plus de 156 personnes.

7- Crise post-électorale au Mozambique

Au Mozambique, après la proclamation des résultats de la présidentielle par la Commission électorale nationale (CNE), le mercredi 9 octobre 2024, le pays a été secoué par des émeutes. L'élection de Daniel Chapo, du parti au pouvoir, le Frelimo, a été contestée par son principal opposant, Venâncio Mondlane, occasionnant des manifestations violentes, des blocages et des pertes en vies humaines. Lundi 23 décembre 2024, le Conseil constitutionnel a proclamé Daniel Chapo, vainqueur de l'élection avec 65,17% des voix contre 70% initialement proclamés. Cette annonce est intervenue deux mois après la contestation, plongeant le pays dans une crise politique.

8- 300 milliards \$ de financement annuel pour les pays en développement à la COP 29

La 29^e Conférence des parties sur le climat (COP 29) s'est tenue du lundi 11 au dimanche 22 novembre 2024 à Bakou, en Azerbaïdjan. Elle a réuni les pays développés et les pays en développement sur la question du réchauffement climatique. A la fin des négociations, les pays riches ont promis d'engager au moins 300 milliards \$ de financement par an, d'ici 2035 en faveur des pays en développement. Un montant jugé « *dérisoire* » et « *insultant* » par les membres de ces pays qui avaient demandé une aide de plus de 1000 milliards \$.

9- Rupture des accords militaires entre le Tchad, le Sénégal et la France

Le Tchad a annoncé, le jeudi 28 novembre 2024, la rupture des accords militaires avec la France, mettant en question le maintien des 1000 soldats français stationnés sur son territoire. Historiquement allié de Paris, certains analystes estiment que le pays pourrait envisager une adhésion à l'AES, bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été faite à ce sujet. Cette décision s'inscrit dans un rejet croissant de la présence militaire française en Afrique, comme l'illustre l'appel du président sénégalais Bassirou Diomaye Faye à fermer les bases françaises au nom de la souveraineté nationale.

10- Victoire de John Mahama à la présidence au Ghana

John Dramani Mahama est réélu président du Ghana, lors du scrutin du samedi 7 décembre, 2024, qui marque aussi la victoire de son parti, le Congrès démocratique national (NDC), aux législatives. Il propose un [programme](#) axé sur des réformes économiques, sociales et environnementales : réduction des taxes, création d'emplois, amélioration de l'éducation et protection de l'environnement, tout en maîtrisant les finances publiques. Malgré une dette élevée et une dépendance à l'égard du FMI, M. Mahama ambitionne de moderniser le secteur énergétique et de poser les bases d'une croissance durable.

D'autres événements ont également marqué le continent, notamment la crise économique au Nigeria, l'épidémie de Mpox, les tensions climatiques ou encore la montée des tensions entre la RDC et le Rwanda. Avec son lot de mauvaises et de bonnes nouvelles, l'année 2024 laisse présager pour l'an 2025, son lot d'événements importants.

Réalisé par l'équipe Politiques Publiques de l'Agence Ecofin